ASSEMBLÉE NATIONALE

10 février 2024

RENFORCER LA RÉPONSE PÉNALE CONTRE LES INFRACTIONS À CARACTÈRE
RACISTE OU ANTISÉMITES - (N° 1727)

Retiré

AMENDEMENT

N° CL6

présenté par

M. Raphaël Gérard, M. Bordat, M. Marion, M. Fiévet, M. Giraud, Mme Hai, Mme Pouzyreff,
M. Mendes et Mme Brugnera

ARTICLE 2

Compléter cet article par les six alinéas suivants :

« II. – Le sous-titre I^{er} du titre préliminaire du code de procédure pénale est ainsi modifié :

« 1° La première phrase du premier alinéa de l'article 2-1 est ainsi modifiée :

« a) après la référence : « 225-2 », sont insérées les références : « 225-16-4, 225-16-5, 225-16-6 » ;

« b) après l'avant-dernière occurrence du mot : « une », il est inséré le mot : « prétendue » ;

« 2° Au troisième alinéa de l'article 2-6, après la référence : « 225-4-13 », sont insérées les références : « 225-16-4, 225-16-5, 225-16-6 » ;

« 3° À la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 2-8, après la référence : « 225-16-2, », sont insérées les références : « 225-16-4, 225-16-5, 225-16-6, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Sur le modèle de la loi dite "Pleven" du 2 juillet 1972 qui habilite les associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme à ester en justice en cas des délits d'injure, de diffamation ou de provocation publiques à caractère raciste et antisémite, le présent amendement a pour objet de permettre aux mêmes associations d'exercer les droits reconnus à la partie civile concernant les faits réprimés par les délits prévus à l'article 2 de la présente proposition de loi.